

Vu l'arrêté ministériel du 20 juillet 2015 établissant les services d'aide aux familles et d'aide complémentaire à domicile éligibles à la subvention d'aide complémentaire à domicile et établissant le nombre de ETP par catégorie fonctionnelle et par service pour l'année 2015 ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, rendu le 16 novembre 2015,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté ministériel du 20 juillet 2015 établissant les services d'aide aux familles et d'aide complémentaire à domicile éligibles à la subvention d'aide complémentaire à domicile et établissant le nombre de ETP par catégorie fonctionnelle et par service pour l'année 2015 sont apportées les modifications suivantes :

1° dans la première phrase le nombre « 122,38 » est remplacé par le nombre « 124,08 » ;

2° dans le tableau le nombre « 11,7 » est remplacé par le nombre « 13,4 » ;

3° dans le tableau le nombre « 122,38 » est remplacé par le nombre « 124,08 » ;

**Art. 2.** Les modifications suivantes sont apportées à l'article 2 du même arrêté ministériel :

1° dans la première phrase le nombre « 122,38 » est remplacé par le nombre « 124,08 » ;

2° dans le tableau le nombre « 11,7 » est remplacé par le nombre « 13,4 » ;

3° dans le tableau le nombre « 122,38 » est remplacé par le nombre « 124,08 ».

**Art. 3.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Bruxelles, le 26 novembre 2015.

Le Ministre flamand du Bien-Etre, de la Santé publique et de la Famille,  
J. VANDEURZEN

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2015/29615]

#### 12 NOVEMBRE 2015. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 juillet 1990 relatif à l'attribution de bourses à des ressortissants étrangers

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'accord de coopération du 20 mars 2008 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 juillet 1990 relatif à l'attribution de bourses à des ressortissants étrangers ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 12 mars 2015 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 avril 2015 ;

Vu l'avis n° 57.559/2 du Conseil d'Etat, donné le 15 juin 2015, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que le présent arrêté a pour objet :

- de convertir en euro les montants cités dans l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 juillet 1990, suite au passage à l'euro au 1<sup>er</sup> janvier 2002 ;

- d'arrondir le montant des bourses accordées aux ressortissants étrangers à la dizaine d'euros supérieure pour des raisons de simplification administrative ;

Sur la proposition du Ministre-Président, chargé des Relations internationales ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 juillet 1990 est remplacé par ce qui suit :

« Article 1<sup>er</sup>. Des bourses mensuelles d'études égales au montant de base prévu à l'article 8 peuvent être accordées à des ressortissants étrangers désireux d'accomplir des études du 2<sup>ème</sup> cycle de l'enseignement supérieur du type long ou universitaire, dans un établissement d'enseignement supérieur organisé, subventionné ou reconnu par la Communauté française. Ces bourses ne sont accordées que pour autant que les demandeurs possèdent les diplômes et certificats belges requis pour l'admission aux études qu'ils désirent entreprendre. ».

**Art. 2.** À l'article 2 du même arrêté, les mots « multiplié par le coefficient 1.35 » sont abrogés.

À l'article 3 du même arrêté, les mots « multiplié par le coefficient 1.05 » sont abrogés.

À l'article 4 du même arrêté, les mots « multiplié par le coefficient 1.50 » sont abrogés.

À l'article 5 du même arrêté, les mots « multiplié par le coefficient 1.35 » sont abrogés.

**Art. 3.** Le libellé de la section 4 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 juillet 1990 est remplacé par ce qui suit :

« Section 4. – Cours de perfectionnement de la langue française ».

L'article 6 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art.6. Des bourses de perfectionnement de la langue française peuvent être accordées à des ressortissants étrangers pour participer à des modules de cours dispensés pendant l'été, organisés ou agréés par la Communauté française ».

**Art. 4.** À l'alinéa 3 de l'article 7 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 juillet 1990, la phrase « Ces bourses ne pourront en tout état de cause excéder la mensualité de base prévue à l'article 8 » est remplacée par ce qui suit :

« Ces bourses ne pourront en tout état de cause excéder une des mensualités prévues à l'article 8. ».

**Art. 5.** L'article 8 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 juillet 1990 est remplacé par ce qui suit :

« Art.8. Les montants mensuels des bourses accordées en vertu du présent arrêté sont fixés à :

- 744,23 euros en ce qui concerne les bourses accordées en vue d'accomplir des études du 2<sup>ème</sup> cycle visées à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté ;

- 907,81 euros en ce qui concerne les bourses accordées en vue d'accomplir des études du 3<sup>ème</sup> cycle en vertu de l'article 2 du présent arrêté ;

- 907,81 euros en ce qui concerne les bourses accordées en vertu de l'article 3 du présent arrêté ;

- 1008,67 euros en ce qui concerne les bourses accordées en vertu de l'article 4 du présent arrêté ;

- 907,81 euros en ce qui concerne les bourses accordées en vertu de l'article 5 du présent arrêté ;

- 1078,54 en ce qui concerne les bourses de cotutelle accordées en vertu de l'article 7 du présent arrêté lors du séjour du bénéficiaire en Belgique. Ce montant s'élève à 269,64 euros lorsque le bénéficiaire séjourne dans son pays d'origine et s'il ne perçoit pas de salaire ;

- 265 euros en ce qui concerne les bourses locales accordées en vertu de l'article 7,

correspondant à l'indice des prix 166.42 à la consommation en vigueur au 1<sup>er</sup> juillet 2014. Chaque année ces montants sont adaptés automatiquement le 1<sup>er</sup> septembre à l'indice des prix à la consommation pour les douze mois à venir. L'indice de référence est celui du mois de juillet précédent ».

**Art. 6.** L'article 9 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 juillet 1990 est remplacé par ce qui suit :

« Art 9. Les montants de base de l'indemnité mensuelle pour charges de famille sont fixés à :

- 192,11 euros pour le conjoint ;

- 96,06 euros par enfant ;

- 67,42 euros si la famille reste dans le pays d'origine du bénéficiaire uniquement pour les bourses visées à l'article 7,

correspondant à l'indice des prix 166.42 à la consommation en vigueur au 1<sup>er</sup> juillet 2014. Chaque année ces montants sont adaptés automatiquement le 1<sup>er</sup> septembre à l'indice des prix à la consommation pour les douze mois à venir. L'indice de référence est celui du mois de juillet précédent. ».

**Art. 7.** À l'article 10 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 juillet 1990, les mots « indemnité d'équipement » sont remplacés par « indemnité d'installation ».

Au même article de l'arrêté, le montant de 5000 FB est remplacé par 123,95 euros.

**Art. 8.** À l'article 12 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 juillet 1990, les mots « leurs frais d'acquisition de livres et autres matériels pédagogiques ainsi que » sont supprimés.

Au même article de l'arrêté, les montants suivants sont remplacés :

10.000 FB par 250 euros ;

25.000 FB par 619,7 euros ;

7500 FB par 185,92 euros.

**Art. 9.** Un article 12*bis* est inséré dans l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 juillet 1990, rédigé comme suit :

« Art 12*bis*. Les frais d'achats de livres, de cd-Rom peuvent être remboursés aux boursiers visés à l'article 7 pour un montant de maximum 336,31 euros. »

**Art. 10.** Un article 12*ter* est inséré dans l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 juillet 1990, rédigé comme suit :

« Art 12*ter*. Les frais d'inscription à un colloque ainsi que les frais de transport de restauration et d'hébergement causés par cette inscription peuvent être remboursés aux boursiers visés à l'article 7 pour un montant de maximum 250 euros. ».

**Art. 11.** Un article 12*quater* est inséré dans l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 juillet 1990, rédigé comme suit :

« Art. 12*quater*. Les frais causés par une enquête sur le terrain, dans le cadre d'un travail de recherche, peuvent être remboursés aux boursiers visés à l'article 7 pour un maximum de 1.500 euros ; ces frais comprennent les frais de carburant, de restauration, les éventuels frais d'hébergement en dehors de la zone des études et tout autre frais jugé indispensable pour la réalisation du travail de recherche. »

**Art. 12.** L'article 13 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 juillet 1990 est remplacé par ce qui suit :

« Art 13. Les boursiers stagiaires visés à l'article 4 peuvent bénéficier d'une indemnité de logement. Le montant mensuel de celle-ci ne peut excéder celui de leur mensualité de bourse.

Les boursiers visés à l'article 7 peuvent bénéficier d'une indemnité de logement : celle-ci ne peut excéder 250 euros par mois et est dû sur présentation d'un contrat de location conclu au nom du bénéficiaire. ».

**Art. 13.** Un article 20*bis* est inséré dans l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 juillet 1990, rédigé comme suit :

« Art 20*bis*. Le montant mensuel des bourses et indemnités octroyées aux bénéficiaires en vertu de cet arrêté, après l'indexation prévue pour les montants visés aux articles 8 et 9, est arrondi à la dizaine d'euros supérieure. ».

**Art. 14.** Un article 20 ter est inséré dans l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 juillet 1990, rédigé comme suit :

« Art 20ter. Wallonie-Bruxelles International, tel que visé par l'Accord de coopération du 20 mars 2008 créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles, est chargé d'attribuer les bourses visées par le présent arrêté. ».

**Art. 15.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

**Art. 16.** Le Ministre-Président est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 novembre 2015.

Le Ministre-Président,  
Rudy DEMOTTE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2015/29615]

**12 NOVEMBER 2015. — Besluit van de regering van de Franse Gemeenschap houdende wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 16 juli 1990 betreffende de toekenning van beurzen aan buitenlanders**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op artikel 2, eerste lid, van het samenwerkingsakkoord van 20 maart 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen "Wallonie-Bruxelles";

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 16 juli 1990 betreffende de toekenning van beurzen aan buitenlanders;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 12 maart 2015;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 21 april 2015;

Gelet op het advies nr. 57.559/2 van de Raad van State, gegeven op 15 juni 2015, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat dit besluit tot doel heeft:

- de bedragen vermeld in het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 16 juli 1990 betreffende de toekenning van beurzen aan buitenlanders in euro om te rekenen, als gevolg van de overgang naar de euro op 1 januari 2002;

- het bedrag van de beurzen toegekend aan buitenlanders af te ronden naar het hogere eurotiende om administratieve vereenvoudiging te bevorderen;

Op de voordracht van de Minister-Président, belast met de Internationale betrekkingen;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 1 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 16 juli 1990 betreffende de toekenning van beurzen aan buitenlanders wordt vervangen door hetgeen volgt:

"Maandelijkse studiebeurzen, gelijk aan het bij artikel 8 bepaald basisbedrag, kunnen aan buitenlanders toegekend worden die studies van de tweede cyclus van het hoger onderwijs van het lange type of het universitair onderwijs wensen te volgen in een door de Franse Gemeenschap georganiseerde, gesubsidieerde of erkende instelling voor hoger onderwijs. Deze beurzen worden slechts toegekend voor zover de aanvragers de Belgische diploma's en getuigschriften bezitten die vereist zijn voor de toelating tot de studies die ze wensen te volgen."

**Art. 2.** In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de woorden "vermenigvuldigd met de coëfficiënt 1.35," opgeheven.

In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de woorden "vermenigvuldigd met de coëfficiënt 1.05," opgeheven.

In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de woorden "vermenigvuldigd met de coëfficiënt 1.50," opgeheven.

In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de woorden "vermenigvuldigd met de coëfficiënt 1.35," opgeheven.

**Art. 3.** Het opschrift van de afdeling 4 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 16 juli 1990 wordt vervangen door hetgeen volgt:

"Afdeling 4. – Vervolmakingscursus Franse taal".

Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen door hetgeen volgt:

"Art. 6. Beurzen voor vervolmaking in de Franse taal kunnen aan buitenlanders toegekend worden om cursusmodulen tijdens de zomer, georganiseerd of erkend door de Franse Gemeenschap, te volgen."

**Art. 4.** In het derde lid van artikel 7 van het besluit van de Executieve van 16 juli 1990 wordt de zin "Deze beurzen kunnen hoe dan ook niet hoger zijn dan het bij artikel 8 bepaald basismaandbedrag." vervangen door de zin:

"Deze beurzen kunnen hoe dan ook in geen geval meer bedragen dan één van de menselijke bedragen bedoeld bij artikel 8."

**Art. 5.** Artikel 8 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 16 juli 1990 wordt vervangen door hetgeen volgt:

"Art. 8. De maandelijkse bedragen van de beurzen die toegekend worden krachtens dit besluit worden bepaald op:

- 744,23 euro wat betreft de beurzen toegekend met als doel het volgen van de studies van de tweede cyclus bedoeld bij artikel 1 van dit besluit;

- 907,81 euro wat betreft de beurzen toegekend met als doel het volgen van de studies van de derde cyclus krachtens artikel 2 van dit besluit;

- 907,81 euro wat betreft de beurzen toegekend krachtens artikel 3 van dit besluit;
- 1008,67 euro wat betreft de beurzen toegekend krachtens artikel 4 van dit besluit;
- 907,81 euro wat betreft de beurzen toegekend krachtens artikel 5 van dit besluit;
- 1078,54 euro wat betreft co-tutelaire beurzen toegekend krachtens artikel 7 van dit besluit bij het verblijven van de begunstigde in België. Dit bedrag bedraagt 269,64 euro wanneer de begunstigde in zijn herkomstland verblijft en geen loon ontvangt;
- 265 euro wat betreft de lokale beurzen toegekend krachtens artikel 7,

overeenstemmend met het op 1 juli 2014 geldend indexcijfer 166.42 van de consumptieprijzen. Elk jaar, op 1 september, worden die bedragen automatisch aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen voor de volgende twaalf maanden. Het referentie-indexcijfer is dat van de vorige maand juli.”.

**Art. 6.** Artikel 9 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 16 juli 1990 wordt vervangen door hetgeen volgt:

“Art. 9. De basisbedragen van de maandvergoeding voor gezinslasten worden bepaald op:

- 192,11 euro voor de echtgenoot;
- 96,06 euro per kind;
- 67,42 euro als de familie in het land van herkomst van de begunstigde blijft en dit enkel voor de beurzen bedoeld bij artikel 7,

overeenstemmend met het op 1 juli 2014 geldend indexcijfer 166.42 van de consumptieprijzen. Elk jaar, op 1 september, worden die bedragen automatisch aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen voor de volgende twaalf maanden. Het referentie-indexcijfer is dat van de vorige maand juli.”.

**Art. 7.** In artikel 10 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 16 juli 1990 wordt het woord “uitrustingsvergoeding” vervangen door het woord “installatievergoeding”.

In hetzelfde artikel van het besluit wordt het bedrag van 5000 BF vervangen door een bedrag van 123,95 euro.

**Art. 8.** In artikel 12 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 16 juli 1990 worden de woorden “de kosten voor de aanschaffing van boeken en ander pedagogisch materiaal alsook” geschrapt.

In hetzelfde artikel worden de volgende bedragen vervangen:

- 10.000 BF door 250 euro;
- 25.000 BF door 619,7 euro;
- 7.500 BF door 185,92 euro.

**Art. 9.** Er wordt een artikel *12bis* ingevoegd in het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 16 juli 1990, luidend als volgt:

“Art. *12bis*. De kosten voor de aanschaffing van boeken, cd-roms kunnen aan de bursalen bedoeld bij artikel 7 terugbetaald worden met een maximumbedrag van 336,31 euro.”.

**Art. 10.** Er wordt een artikel *12ter* ingevoegd in het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 16 juli 1990, luidend als volgt:

“Art. *12ter*. Het inschrijvingsgeld voor een colloquium alsook de vervoer-, voedings- en huisvestingskosten voortvloeiend uit de inschrijving kunnen aan de bursalen bedoeld bij artikel 7 terugbetaald worden met een maximumbedrag van 250 euro.”.

**Art. 11.** Er wordt een artikel *12quater* ingevoegd in het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 16 juli 1990, luidend als volgt:

“Art. *12quater*. De kosten voortvloeiend uit een veldonderzoek, in het kader van een onderzoekswerk, kunnen aan de bursalen bedoeld bij artikel 7 terugbetaald worden met een maximumbedrag van 1.500 euro; deze kosten bedragen de brandstof-, voedingskosten, de mogelijke huisvestingskosten buiten de studiezone en alle andere kosten die noodzakelijk geacht worden voor de verwezenlijking van het onderzoekswerk.”.

**Art. 12.** Artikel 13 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 16 juli 1990 wordt vervangen als volgt:

“Art. 13. De stagedoende bursalen bedoeld bij artikel 4 kunnen een huisvestingsvergoeding genieten. Het maandelijkse bedrag van deze kan niet hoger liggen dan dat van hun maandbeurs.

De bursalen bedoeld bij artikel 7 kunnen een huisvestingsvergoeding genieten: deze kan niet meer dan 250 euro per maand bedragen en is verschuldigd op vertoon van een huurovereenkomst gesloten op naam van de begunstigde.”.

**Art. 13.** Er wordt een artikel *20bis* ingevoegd in het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 16 juli 1990, luidend als volgt:

“Art. *20bis*. Het maandelijkse bedrag van de beurzen en vergoedingen toegekend aan de begunstigten krachtens dit besluit, na de indexering bedoeld voor de bedragen bedoeld bij de artikelen 8 en 9, wordt naar het hogere eurotiende afgerond.”.

**Art. 14.** Er wordt een artikel 20<sup>ter</sup> ingevoegd in het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 16 juli 1990, luidend als volgt:

“Art. 20<sup>ter</sup>. Wallonie-Bruxelles International, zoals bedoeld bij het samenwerkingsakkoord van 20 maart 2008 tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen “Wallonie-Bruxelles”, is belast met de toekenning van de beurzen bedoeld bij dit besluit.”

**Art. 15.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2016.

**Art. 16.** De Minister-President is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 12 november 2015.

De Minister-President,  
Rudy DEMOTTE

## DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

### MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2015/203959]

#### 16. JULI 2015 — Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 16. April 2009 zur Festlegung des Stellenplans für das Personal des Instituts für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Dekrets vom 25. Mai 2009 über die Haushaltsordnung der Deutschsprachigen Gemeinschaft, Artikel 102 § 1 Absatz 1;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 16. April 2009 zur Festlegung des Stellenplans für das Personal des Instituts für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleineren und mittleren Unternehmen;

Aufgrund des Gutachtens des Instituts für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen vom 24. Juni 2015;

Aufgrund des Gutachtens des Basiskonzertierungsausschusses vom 16. Juni 2015;

Aufgrund des Gutachtens des Finanzinspektors vom 10. Juli 2015;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministerpräsidenten, zuständig für den Haushalt, vom 10. Juli 2015;

Auf Vorschlag des für die Ausbildung zuständigen Ministers;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Artikel 1 des Erlasses der Regierung vom 16. April 2009 zur Festlegung des Stellenplans für das Personal des Instituts für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen, abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 4. November 2010, wird wie folgt abgeändert:

1. In Stufe II+ werden nach der Zeile “Assistent oder Hauptassistent” folgende Zeilen eingefügt:

«Erster pädagogischer Assistent  
Pädagogischer Assistent oder Pädagogischer Hauptassistent\* } 3 »

2. Folgender Absatz 2 wird eingefügt:

«Die Anzahl an Beamten in den pädagogischen Rängen in Stufe I und Stufe II+ beträgt insgesamt höchstens drei.»

**Art. 2** - In Anhang I desselben Erlasses wird zwischen der Zeile “Assistenten” und der Zeile “Sachbearbeiter” die Zeile “Pädagogischer Assistent” eingefügt.

**Art. 3** - Vorliegender Erlass tritt am Tage seiner Verabschiedung in Kraft.

**Art. 4** - Der für die Ausbildung zuständige Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den 16. Juli 2015

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Der Ministerpräsident  
O. PAASCH

Der Minister für Bildung und wissenschaftliche Forschung  
H. MOLLERS